

abondante de biens de consommation pour utilisation au pays et non pas accumulés dans les entrepôts, non pas produits pour être expédiés ailleurs, mais une provision abondante de biens de consommation pour utilisation au pays.

3. Nous croyons qu'il faudrait ajouter à un sage programme fiscal un régime de rabais ou de subventions au consommateur sur certains articles quotidiennement requis par la majorité des Canadiens. Le premier ministre a passé en revue aujourd'hui l'histoire des subventions au Royaume-Uni. Encore une fois je trouve que c'est dommage qu'il n'ait pas ajouté que les subventions accordées en Grande-Bretagne portent surtout sur des marchandises que l'Angleterre est obligée d'importer et qu'elle ne produit pas en assez fortes quantités pour ses propres besoins. Subventionner des produits qu'il nous faut importer, ce n'est pas du tout la même chose que de subventionner des marchandises que nous produisons dans notre pays et que nous pouvons produire en abondance. Prenons les œufs, par exemple. Il est certainement peu flatteur pour l'intelligence des Canadiens qu'il n'en faille aujourd'hui, pour la première fois de mémoire d'homme, importer des œufs.

M. Major: Cela vient de ce que le prix était auparavant insuffisant.

M. Low: J'en conviens volontiers, mais à qui la faute? Aux libéraux. C'est à cause de la politique libérale que cela s'est produit; cela ne fait pas le moindre doute.

M. Major: Mais ce que vous préconisez en ce moment, ce sont des bas prix.

M. Low: Ce que je prétends, c'est que si le Gouvernement avait su ce qui se passait ou s'en était préoccupé le moins du monde, il aurait été facile de verser des subventions, provisoirement du moins, de façon que les consommateurs puissent obtenir des œufs à prix raisonnable tout en permettant aux producteurs de toucher un prix suffisant pour les encourager à produire plus d'œufs.

M. Major: A qui irait la subvention?

M. Low: Elle pourrait avantager à la fois les consommateurs et les producteurs, comme dans le cas du lait, durant la guerre.

M. Major: Vous les aviez les subventions à ce moment-là. Et quand elles ont disparu, le prix était si bas que cela influait sur la production.

M. Low: L'hon. député de Glengarry (M. Major) ne voit que des œufs. J'espère que lorsque le moment viendra de discuter la question, il se lèvera pour en lancer quelques-uns. Il a de bonnes idées. Il sait ce que nous avons fait dans le cas du lait, durant la guerre,

et quels excellents résultats nous pourrions obtenir avec des denrées choisies qui influent sur le coût de la vie quotidienne des Canadiens. Nous pourrions certainement, grâce à l'emploi des subventions et des escomptes dont j'ai parlé, leur faciliter l'achat d'un plus grand nombre de ces produits. Si les Canadiens pouvaient acheter davantage, la demande augmenterait; nos cultivateurs et producteurs satisferaient à cette demande. C'est indiscutable.

Il existe, il est vrai, une différence entre verser une subvention au Canada à l'égard de ces denrées que nous pouvons produire en abondance et appliquer une subvention en Grande-Bretagne aux denrées dont ce pays ne saurait produire une quantité suffisante pour satisfaire aux besoins de la population. Voilà ce qui m'a surpris lorsque le premier ministre (M. St-Laurent) a formulé sa déclaration.

M. Cruickshank: Et les pêches dans la région de la rivière de la Paix?

M. Low: Sapristi! je vais vous en parler. L'Association des fructiculteurs de la Colombie-Britannique a voulu me prendre à partie pour avoir décrié la stupidité de ceux qui laissaient perdre des tonnes de pêches, alors que des gens des provinces des Prairies ne pouvaient s'en procurer. L'association m'a appris par télégramme qu'elle pouvait prouver irréfutablement qu'on avait distribué dans ma circonscription, celle de Peace-River, trente mille paquets de fruits, dont dix mille paquets de pêches. Le paquet de pêches est une caisse qui en contient environ trois douzaines. Dans la région de la rivière de la Paix il y a dix-sept mille familles, et l'Association des fructiculteurs de la Colombie-Britannique a manifesté assez d'intérêt pour s'assurer que chaque famille de la région obtint environ 24 ou 25 pêches. Cette distribution semble-t-elle convenable? D'autre part, j'ai vu de mes yeux d'excellents fruits se gâter à Summerland et dans maints endroits de la vallée de l'Okanagan.

L'application intelligente d'un système de subventions aurait permis aux habitants des prairies d'acheter ces fruits à un prix convenable. Les producteurs auraient pu vendre tous leurs fruits sans abaisser en rien le prix que touche le producteur. De fait, ce régime permettrait à ces producteurs de vendre beaucoup de fruits qu'ils ne peuvent vendre en ce moment. Telle est la situation. Je soutiens que l'application intelligente d'un système de subventions à l'égard d'articles choisis contribuerait pour beaucoup à réduire le coût de la vie.

Notre quatrième proposition porte que, lorsqu'il devient nécessaire d'accroître la quantité d'argent disponible au pays, le Gou-